

• (1700)

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, je suis heureux d'intervenir aujourd'hui au sujet de ce projet de loi. Son objet est tout à fait simple. En fait, il va permettre au gouvernement conservateur, qui se vante depuis son élection, il y a huit ans, de bien gérer les affaires du pays, d'accumuler un autre déficit. Le projet de loi donnera au gouvernement le pouvoir de fonctionner avec un déficit de l'ordre de 28 à 30 milliards de dollars.

Il y a quelques années à peine, dans le budget de 1988-1989, le premier ministre a prévu un déficit de 19,5 milliards de dollars, ce qui montre bien à quel point nous pouvons croire le gouvernement actuel et dans quelle mesure nous pouvons nous fier à ses prévisions.

Permettez-moi de dire cependant que c'est un budget fort bien maquillé. On a recours à des couleurs vives et à une très belle présentation. On essaie de donner aux Canadiens l'impression qu'il s'agit d'une mesure constructive et qu'on fait quelque chose d'utile pour leur venir en aide. Cependant, il suffit de commencer à l'examiner de plus près et de se pencher sur le fond de ce budget, pour s'apercevoir que de graves problèmes se posent.

Que disent les gens à son sujet? Eh bien, je me suis entretenu avec un certain nombre de personnes, et voici ce qu'elles avaient à dire: Que peut-on reprocher à ce budget? Eh bien, les gens craignent que le gouvernement ait maintenant décidé que le chômage fait partie de son plan économique. Il s'agit dans le cas présent d'un taux de chômage de plus de 10 p. 100. C'est prévu dans le budget. Ce sont là les objectifs du gouvernement.

Les gens s'inquiètent également de la réduction de 1 p. 100 de la surtaxe. Chaque fois qu'on entend parler d'une réduction d'impôt, on s'imagine qu'on va en tirer toutes sortes d'avantages. Eh bien, cette réduction de 1 p. 100 de la surtaxe représentera une économie de 2 \$ par année pour une famille de quatre dont le revenu total s'élève à 15 000 \$.

Qu'en est-il des modifications touchant les prestations pour enfants. Cela se traduit par une autre économie de 4 \$ par mois pour les familles dont le revenu varie entre 30 000 et 40 000 \$ par année. Ce n'est même pas suffisant pour s'acheter un hamburger et un verre de lait.

Le budget ne dit également rien du programme national de garderies. Vous vous rappelez des annonces qui ont été faites, des promesses et des engagements. Eh bien, il n'en est absolument pas question, et nous savons ce qui s'est produit depuis. Les conservateurs refusent de mettre en oeuvre ce programme.

Initiatives ministérielles

En outre, on supprime des institutions importantes, comme le Conseil économique du Canada, la Commission de réforme du droit, le Conseil des sciences du Canada, ainsi que le programme de logements coopératifs. C'est ce dont il est question dans le budget.

Qu'a-t-on prévu pour les agriculteurs? Rien. Et les pêcheurs et les femmes de la région de l'Atlantique? Rien. Quel espoir y a-t-il pour les travailleurs? Aucun.

Et les personnes âgées dont mon collègue a déjà parlé? Eh bien, il n'y avait rien dans ce budget, mais par la suite, on leur a accordé 37c. de plus par mois. Peut-on imaginer cela?

Qu'a-t-on prévu pour les jeunes? Le gouvernement a imposé une taxe administrative de 3 p. 100 sur les prêts aux étudiants. Il avait dit qu'il avait l'intention de l'éliminer. J'avais bien hâte de voir ça. Par ailleurs, il a supprimé les 6 mois d'intérêt que les étudiants ne payaient pas. Ils se trouveront donc à payer six mois d'intérêt de plus. D'après mes calculs, en éliminant la taxe de 3 p. 100, il perdra 20 millions de dollars, mais il percevra d'un autre côté 30 millions de dollars. Quelle générosité de sa part!

Nous savons que la recherche et le développement sont très importants pour une société aussi dynamique et aussi progressiste que la nôtre. Et que fait le gouvernement dans ce domaine? Il investit 240 millions de dollars sur cinq ans. C'est très facile à faire quand il réduit les transferts de 250 millions de dollars et plus cette année seulement.

Du côté des recettes, les gens disent: «N'atteignaient-elles pas environ 70 milliards de dollars il y a plus de sept ans?» C'est vrai. Et elles dépassent aujourd'hui 130 milliards de dollars. Le gouvernement a presque doublé ses recettes. Pourtant, qu'est-il arrivé au déficit et à la dette? Ils ont plus que doublé.

À quoi sert l'argent provenant de la taxe sur les produits et services? Quelles surprises le gouvernement nous réserve-t-il? Est-ce si pire qu'il n'ose pas en parler aux Canadiens de crainte qu'ils ne perçoivent la récession, sa récession, comme pire quelle ne l'est en réalité? Ou est-ce si bon qu'il met cela de côté pour les élections, pour les distribuer généreusement à ce moment-là dans l'espoir de se faire réélire? J'ai parlé du déficit et de la dette. Les chiffres que j'ai donnés proviennent des documents budgétaires et de la *Revue financière*. En 1983-1984, on parlait de 167,985 milliards de dollars. Quel était le pourcentage de cette dette par rapport au PIB? Quarante et un p. 100. À combien va-t-elle s'élever en 1991-1992? À 419,8 milliards de dollars. Quel est aujourd'hui le pourcentage de la dette par rapport au PIB? Il est de 61,5 p. 100.